

MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

[C – 2021/43171]

28 OCTOBRE 2021. — Décret portant dispositions diverses relatives aux sports

Le Parlement de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit:

CHAPITRE 1^{er}. — *Dispositions modifiant le décret du 3 mai 2019 portant sur le mouvement sportif organisé en Communauté française*

Article 1^{er}. L'article 1^{er} du décret du 3 mai 2019 portant sur le mouvement sportif organisé en Communauté française est complété par le 24^e rédigé comme suit :

« 24^e « Centre de formation » : toute structure relevant d'une fédération sportive organisée ou agréée par celle-ci et permettant à des sportifs disposant d'un statut de sportif de haut niveau, d'arbitre de haut niveau, d'espoir sportif, de jeune talent, de sportif de haut niveau en reconversion, de partenaire d'entraînement ou d'arbitre national de disposer d'un encadrement permettant une progression sportive et de continuer à suivre de manière régulière un enseignement »

Art. 2. L'article 12, § 3, alinéa 1^{er} est complété par la phrase suivante : « La preuve de la présence d'un DEA doit obligatoirement être apportée lors de toute demande de subvention, sous peine d'entraîner l'irrecevabilité de la demande ».

Art. 3. A l'article 17, § 2, alinéa 6, les mots « ou l'association sportive » sont abrogés.

Art. 4. Dans l'intitulé de la section V du chapitre II du même décret, les mots « arbitre national, » sont insérés entre les mots « « arbitre de haut niveau, » et les mots « espoir sportif ».

Art. 5. A l'article 18 du même décret, les mots « arbitres nationaux, » sont insérés entre les mots « arbitres de haut niveau, » et « d'espoirs sportifs ».

Art. 6. A l'article 19 du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

1. dans le paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, les mots « arbitre national, » sont insérés entre les mots

« arbitre de haut niveau, » et « espoir sportif » ;

2^e dans le paragraphe 1^{er}, alinéa 2, est inséré un 2^e/1 rédigé comme suit : « 2^e/1 : arbitres nationaux : arbitres appelés à officier dans des compétitions et championnats qui sont organisés au niveau national ; ».

Art. 7. A l'article 21, du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

a) au 6^e, la phrase « Au sein du Conseil d'administration, il ne peut y avoir plus de 80% d'administrateurs de même sexe » est remplacée par la phrase : « Au sein du Conseil d'administration, il ne peut y avoir plus de deux tiers d'administrateurs de même sexe » ;

b) au 6^e, la phrase commençant par « Le Gouvernement peut » et se terminant par « la rendant impossible ou problématique ; » est remplacée par la phrase « Le Gouvernement peut dispenser, temporairement, pour une période de six mois reconductibles maximum deux fois, certaines fédérations ou associations de l'application de cette disposition dans le cas où elles se trouveraient dans une situation particulière, dument motivée, la rendant impossible ou problématique. Le Gouvernement détermine le cadre permettant à la fédération ou à l'association de se justifier ; » ;

c) le 16^e est complété par un c) rédigé comme suit : « mettre en place un plan de féminisation concernant la pratique sportive, l'encadrement sportif et extra-sportif, la formation et l'arbitrage. Le Gouvernement fixe les modalités pratiques de ce plan ; ».

Art. 8. Dans l'article 27, du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

a) au 3^e, la phrase « Au sein de l'organe de gestion, il ne peut y avoir plus de 80% b) d'administrateurs de même sexe » est remplacée par la phrase : « Au sein de l'organe de gestion, il ne peut y avoir plus de deux tiers d'administrateurs de même sexe » ;

b) les 4^e à 11^e sont insérés et rédigés comme suit :

« 4^e relever de la Communauté française au sens de l'article 127, § 2, de la Constitution ;

5. disposer d'une complète autonomie de gestion administrative et financière ;

6. avoir son siège en région de langue française ou en région bilingue de Bruxelles-Capitale ;

7. tenir, selon le modèle fixé par le Gouvernement, une comptabilité permettant le contrôle visé au 2^e e) ;

8. avoir une activité régulière conforme à son objet social ;

9. être constitué en association sans but lucratif conformément à la loi du 23 mars 2019 introduisant le Code des Sociétés et des associations et portant des dispositions diverses ;

10. compter au moins, au moment de l'introduction de la demande de reconnaissance, soit dans le cadre d'une structure communautaire soit dans celui d'une structure nationale préexistante une année d'existence et d'activité sportive régulière ;

11. accepter l'inspection de ses activités et le contrôle de l'ensemble de ses documents comptables et administratifs par les fonctionnaires habilités par le Gouvernement à cet effet. ».

Art. 9. Dans l'article 28, 11^e, du même décret, la phrase « Au sein de l'organe de gestion, il ne peut y avoir plus de 80% d'administrateurs de même sexe » est remplacée par la phrase : « Au sein de l'organe de gestion, il ne peut y avoir plus de deux tiers d'administrateurs de même sexe ».

Art. 10. Dans l'article 34 du même décret, le paragraphe 2 est remplacé par ce qui suit :

« Le calcul de la subvention forfaitaire de fonctionnement des fédérations et associations sportives tient compte des éléments suivants, dans les proportions suivantes :

1. du nombre de membres, répondant à la définition de l'article 1^{er}, 6^e, du décret, pour 50% ;

2. du nombre de cercles, répondant à la définition de l'article 1^{er}, 8^o, du décret, pour 25% ;
3. du nombre de sportifs sous statuts de sportifs de haut niveau, espoirs sportifs et partenaires d'entraînement pour 10% ;
4. du nombre de cadres à vocation pédagogique, en ce compris les arbitres, ayant suivi une formation certifiée, pour 10% ;
5. du respect des principes de bonne gouvernance en fonction d'une grille d'évaluation adoptée par le Gouvernement, pour 5%.

Pour les fédérations et associations ne gérant pas de sport de haut niveau, les 10% en principe attribué en fonction du nombre de sportifs de haut niveau sont répartis comme suit :

1. 5% supplémentaire en fonction du nombre de membres ;
2. 5% supplémentaire en fonction du nombre de cercles.

Pour la fédération sportive handisport et l'association handisport de loisir, il est réservé 10% du montant global à la fédération sportive handisport pour la gestion administrative du sport de haut niveau. Le solde du calcul de la subvention forfaitaire de fonctionnement tient compte des éléments suivants, dans les proportions suivantes :

1. du nombre de membres, répondant à la définition de l'article 1^{er}, 6^o du décret, ainsi que le nombre de sportifs référencés conformément à l'article 23, 3^o, pour 55% ;
2. nombre de cercles, répondant à la définition de l'article 1^{er}, 8^o du décret, pour 30% ;
3. du nombre de cadres à vocation pédagogique, en ce compris les arbitres nationaux et de haut niveau, ayant suivi une formation certifiée, pour 10% ;
4. du respect des principes de bonne gouvernance en fonction d'une grille d'évaluation adoptée par le Gouvernement, pour 5%.

Dans le cas mentionné aux alinéas 1^{er}, 4^o et 3, 3^o, l'on entend :

1. Par cadre à vocation pédagogique : le nombre les homologations intervenues après 2012, sur base des référentiels adoptés après la réforme des formations de cadres. Pour la prise en compte du calcul, n'est comptabilisé que le niveau le plus haut homologué par le cadre ;
2. Par arbitre : les arbitres disposant d'un statut d'arbitre de haut niveau ou d'arbitres nationaux.

Pour l'association sportive dans l'enseignement supérieur et la fédération sportive scolaire le montant de la subvention est identique à celui octroyé l'année précédant l'entrée en vigueur du présent décret.

Le Gouvernement précise les modalités du calcul de la subvention, en fonction des crédits budgétaires disponibles, et fixe le cas échéant les modalités de calcul de la subvention pendant une période transitoire ne pouvant être supérieure à trois ans ».

Art. 11. A l'article 42 du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

1. dans le paragraphe 1^{er}, les mots « aux fédérations sportives non-compétitives » sont insérés entre les mots « aux fédérations sportives » et « et à la fédération sportive handisport » ;
2. dans le paragraphe 3, 2^o, le mot « initiative » est remplacé par le mot « initiale ».

CHAPITRE 2. — *Disposition modifiant le décret du 14 novembre 2018 en matière de subventionnement de l'organisation de modules et de programmes sportifs de promotion et de développement du sport*

Art. 12. A l'article 3 du décret du 14 novembre 2018 en matière de subventionnement de l'organisation de modules et de programmes sportifs de promotion et de développement du sport les modifications suivantes sont apportées :

1. le 1^o est remplacé par ce qui suit :

« 1^o les fédérations sportives reconnues par la Communauté française : les fédérations sportives, la fédération sportive handisport, les fédérations sportives non-compétitives, les associations sportives multidisciplinaires, l'association sportive handisport de loisir reconnues en vertu des dispositions des sections I^{re}, II, III, IV, V et VI du Chapitre III du décret du 3 mai 2019 portant sur le mouvement sportif organisé en Communauté française, seulement pour des programmes sportifs dans leur(s) discipline(s) sportive(s) respective(s) » ;

2. au 2^o les mots « par le décret du 8 décembre 2006 visant l'organisation et le subventionnement du sport en Communauté française » sont remplacés par les mots « par le décret du 3 mai 2019 portant sur le mouvement sportif organisé en Communauté française ».

CHAPITRE 3. — *Disposition modifiant le décret du 24 octobre 2008 déterminant les conditions de subventionnement de l'emploi dans les secteurs socioculturels de la Communauté française*

Art. 13. A l'article 1^{er}, 8^o, du décret du 24 octobre 2008 déterminant les conditions de subventionnement de l'emploi dans les secteurs socioculturels de la Communauté française les mots « par le décret du 8 décembre 2006 visant l'organisation et le subventionnement du sport en Communauté française » sont remplacés par les mots « par le décret du 3 mai 2019 portant sur le mouvement sportif organisé en Communauté française ».

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 28 octobre 2021.

Le Ministre-Président,
P.-Y. JEHOLET

Le Vice-Président et Ministre du Budget, de la Fonction publique, de l'Égalité des chances
et de la tutelle sur Wallonie-Bruxelles Enseignement,
F. DAERDEN

La Vice-Présidente et Ministre de l'Enfance, de la Santé, de la Culture, des Médias et des Droits des Femmes,
B. LINARD

La Ministre de l'Enseignement supérieur, de l'Enseignement de la Promotion sociale, des Hôpitaux universitaires,
de l'Aide à la jeunesse, des Maisons de Justice, de la Jeunesse, des Sports et de la Promotion de Bruxelles,
V. GLATIGNY

La Ministre de l'Éducation,
C. DESIR

—
Note

Session 2021-2022

Documents du Parlement. — Projet de décret, n° 296-1. — Amendement(s) en commission, n° 296-2. — Rapport de commission, n° 296-3. — Texte adopté en commission, n° 296-4. — Texte adopté en séance plénière, n° 296-5
Compte rendu intégral. — Discussion et adoption. — Séance du 27 octobre 2021.

—
VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2021/43171]

28 OKTOBER 2021. — Decreet houdende diverse bepalingen inzake sport

Het Parlement van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, regering, bekrachtigen hetgeen volgt:

HOOFDSTUK 1. — *Bepalingen tot wijziging van het decreet van 3 mei 2019
betreffende de georganiseerde sportbeweging in de Franse Gemeenschap*

Artikel 1. Artikel 1 van het decreet van 3 mei 2019 betreffende de georganiseerde sportbeweging in de Franse Gemeenschap wordt aangevuld met een punt 24° als volgt:

“24° “Opleidingscentrum”: elke structuur onder de bevoegdheid van een sportfederatie die door deze laatste wordt georganiseerd of erkend en die atleten met de hoedanigheid van topsporter, topscheidsrechter, sportbelofte, jong talent, topsporter in omscholing, trainingspartner of nationaal scheidsrechter de mogelijkheid biedt om toegang te krijgen tot een kader dat sportieve vooruitgang mogelijk maakt en om regelmatig onderricht te blijven volgen”.

Art. 2. Aan artikel 12, § 3, lid 1, wordt de volgende zin toegevoegd: “Het bewijs van de aanwezigheid van een Automatische Externe Defibrillator (AED) moet bij elke subsidieaanvraag worden geleverd, zoniet is de aanvraag niet ontvankelijk.”.

Art. 3. In artikel 17, § 2, zesde lid, worden de woorden “of de sportvereniging” geschrapt.

Art. 4. In het opschrift van afdeling V van hoofdstuk II van hetzelfde decreet worden de woorden “nationale scheidsrechter” ingevoegd tussen de woorden “topscheidsrechter,” en de woorden “sportbelofte”.

Art. 5. In artikel 18 van hetzelfde decreet worden de woorden “nationale scheidsrechters,” ingevoegd tussen de woorden “topscheidsrechter,” en “sportbelofte”.

Art. 6. In artikel 19 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1. in § 1, eerste lid, worden de woorden “nationale scheidsrechter,” ingevoegd tussen de woorden “topscheidsrechter,” en “sportbelofte”;

2. in § 1, tweede lid, wordt een punt 2°/1 ingevoegd, dat als volgt luidt “2°/1: nationale scheidsrechters: scheidsrechters die worden opgeroepen om wedstrijden en kampioenschappen te leiden die op nationaal niveau worden georganiseerd;”.

Art. 7. In artikel 21 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht:

a) in 6° wordt de zin “Binnen de Raad van Bestuur mag niet meer dan 80% van de bestuurders van hetzelfde geslacht zijn” vervangen door de zin: “Binnen de Raad van Bestuur mag niet meer dan tweederde van de bestuurders van hetzelfde geslacht zijn”;

b) in 6° wordt de zin die begint met “De Regering kan” en eindigt met “het onmogelijk of problematisch maken;” vervangen door de zin “De Regering kan bepaalde federaties of verenigingen tijdelijk vrijstellen van de toepassing van deze bepaling voor een termijn van zes maanden, die ten hoogste tweemaal kan worden verlengd, ingeval zij zich in een bijzondere toestand bevinden, die naar behoren is gemotiveerd, waardoor het onmogelijk of problematisch wordt deze bepaling toe te passen. De Regering bepaalt het kader dat de federatie of vereniging in staat stelt zich te verantwoorden;”;

c) een nieuw punt c) wordt toegevoegd aan punt 16°, dat als volgt luidt: “een plan op te stellen voor de bevordering van vrouwen in de sport, in sport- en buitensportomkadering, in opleiding en in scheidsrechterszaken. De regering stelt de praktische nadere regels van dit plan vast;”.

Art. 8. In artikel 27 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht:

a) in 3° wordt de zin “In het beheersorgaan mag niet meer dan 80% b) van de bestuurders van hetzelfde geslacht zijn” vervangen door de zin: “In het beheersorgaan mag niet meer dan twee derde van de bestuurders van hetzelfde geslacht zijn”;

b) de volgende punten 4° tot en met 11° worden ingevoegd en worden geformuleerd als volgt:

“4° deel uitmaken van de Franse Gemeenschap in de zin van artikel 127, § 2, van de Grondwet;

5° volledig autonoom zijn op het gebied van administratief en financieel beheer;

6° zijn zetel hebben in het Franse taalgebied of in het tweetalige gebied Brussel-Hoofdstad;

7° volgens het door de Regering vastgestelde model een boekhouding bij te houden die de controle, bedoeld in 2° e), mogelijk maakt;

8° een regelmatige activiteit hebben die in overeenstemming is met haar maatschappelijk doel;

9° te worden opgericht als vereniging zonder winstoogmerk overeenkomstig de wet van 23 maart 2019 tot invoering van het Wetboek van vennootschappen en verenigingen en houdende diverse bepalingen;

10° op het ogenblik van de indiening van de erkenningsaanvraag sedert ten minste één jaar bestaan in het kader van hetzij een communautaire structuur, hetzij een reeds bestaande nationale structuur, en regelmatig sportactiviteiten hebben uitgeoefend;

11° de inspectie van haar activiteiten en de controle van al haar boekhoudkundige en administratieve documenten door de daartoe door de regering gemachtigde ambtenaren te aanvaarden.

Art. 9. In artikel 28, 11°, van hetzelfde decreet wordt de zin "In het beheersorgaan mag niet meer dan 80% van de bestuurders van hetzelfde geslacht zijn" vervangen door de zin: "In het beheersorgaan mag niet meer dan twee derde van de bestuurders van hetzelfde geslacht zijn".

Art. 10. In artikel 34 van hetzelfde decreet wordt paragraaf 2 vervangen door de volgende tekst:

"Bij de berekening van de forfaitaire exploitatiesubsidie voor sportfederaties en -verenigingen wordt rekening gehouden met de volgende elementen, in de volgende verhoudingen:

1. het aantal leden, zoals gedefinieerd in artikel 1, 6° van het decreet, voor 50% ;
2. het aantal cirkels, zoals omschreven in artikel 1, 8° van het decreet, voor 25%;
3. het aantal sporters met de hoedanigheid van topsporter, sportbelofte en trainingspartner, voor 10%;
4. 10% van het pedagogisch personeel, met inbegrip van de scheidsrechters, dat een gecertificeerde opleiding heeft gevolgd, voor 10%;
5. de naleving van de beginselen van goed bestuur, overeenkomstig een door de regering vastgesteld evaluatieschema, voor 5%.

Voor federaties en verenigingen die geen sport op hoog niveau beheren, worden de 10% die in principe worden toegekend op basis van het aantal topsporters, als volgt verdeeld:

1. extra 5% naar gelang van het aantal leden ;
2. extra 5% naar gelang van het aantal clubs.

Voor de sportfederatie voor gehandicapten en de vrijetijdsvereniging voor gehandicaptensport wordt 10% van het totaalbedrag gereserveerd voor de sportfederatie voor gehandicapten voor het administratieve beheer van de topsport. Het saldo van de berekening van de forfaitaire werkingssubsidie houdt rekening met de volgende elementen, met de volgende verhoudingen:

1. het aantal leden, dat beantwoordt aan de definitie van artikel 1, 6° van het decreet, alsmede het aantal sportbeoefenaars, vermeld overeenkomstig artikel 23, 3°, voor 55% ;
2. het aantal clubs, zoals omschreven in artikel 1, 8° van het decreet, voor 30%;
3. het aantal leden van het pedagogisch personeel, met inbegrip van nationale scheidsrechters en topscheidsrechters, die een gecertificeerde opleiding hebben gevolgd, voor 10%;
4. naleving van de beginselen van goed bestuur volgens een door de regering vastgesteld evaluatieschema, voor 5%.

In het geval bedoeld in het eerste lid, 4°, en het derde lid, 3°, wordt verstaan onder:

1. "kaderlid met pedagogische opdracht": het aantal certificeringen dat na 2012 heeft plaatsgevonden, op basis van de referentiesystemen die na de hervorming van de opleiding van de kaderleden zijn vastgesteld. Voor de berekening wordt alleen het hoogste door het kader gecertificeerde niveau in aanmerking genomen;
2. "scheidsrechter": scheidsrechters met de hoedanigheid van topscheidsrechter of nationale scheidsrechter.

Voor de sportvereniging in het hoger onderwijs en de schoolsportfederatie is het bedrag van de subsidie gelijk aan het bedrag dat in het jaar vóór de inwerkingtreding van dit decreet is toegekend.

De regering bepaalt de wijze van berekening van de subsidie overeenkomstig de beschikbare begrotingskredieten en stelt zo nodig de wijze van berekening van de subsidie gedurende een overgangperiode van ten hoogste drie jaar vast.

Art. 11. In artikel 42 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht

1. in paragraaf 1 worden de woorden "aan niet-competitieve sportverenigingen" ingevoegd tussen de woorden "aan sportverenigingen" en "en aan de gehandicaptensportfederatie";
2. in paragraaf 3, 2°, wordt het woord "initiatief" vervangen door het woord "initiaal".

HOOFDSTUK 2. — *Bepaling tot wijziging van het decreet van 14 november 2018 betreffende de subsidiëring van de organisatie van sportmodules en van programma's ter bevordering en ontwikkeling van de sport*

Art. 12. In artikel 3 van het decreet van 14 november 2018 betreffende de subsidiëring van de organisatie van sportmodules en van programma's ter bevordering en ontwikkeling van de sport, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1. 1° wordt vervangen door het volgende:

"1° de door de Franse Gemeenschap erkende sportfederaties: de sportfederaties, de gehandicaptensportfederatie, de niet-competitieve sportfederaties, de multidisciplinaire sportverenigingen, de vrijetijdsvereniging voor gehandicaptensport erkend volgens de bepalingen van de afdelingen I, II, III, IV, V en VI van hoofdstuk III van het decreet van 3 mei 2019 betreffende de georganiseerde sportbeweging in de Franse Gemeenschap, uitsluitend voor sportprogramma's in hun respectieve sportdiscipline(s) " ;

2. in 2° worden de woorden "bij het decreet van 8 december 2006 betreffende de organisatie en de subsidiëring van de sport in de Franse Gemeenschap" vervangen door de woorden "bij het decreet van 3 mei 2019 betreffende de georganiseerde sportbeweging in de Franse Gemeenschap".

HOOFDSTUK 3. — *Bepaling tot wijziging van het decreet van 24 oktober 2008 tot vaststelling van de voorwaarden voor de subsidiëring van de tewerkstelling in de socio-culturele sectoren van de Franse Gemeenschap*

Art. 13. In artikel 1, 8°, van het decreet van 24 oktober 2008 tot vaststelling van de voorwaarden voor de subsidiëring van de tewerkstelling in de socio-culturele sectoren van de Franse Gemeenschap, worden de woorden "bij het decreet van 8 december 2006 betreffende de organisatie en de subsidiëring van de sport in de Franse Gemeenschap" vervangen door de woorden "bij het decreet van 3 mei 2019 betreffende de georganiseerde sportbeweging in de Franse Gemeenschap".

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.
Brussel, 28 oktober 2021.

De Minister-President,
P.-Y. JEHOLET

De Vice-President en Minister van Begroting, Ambtenarenzaken, Gelijke kansen
en het toezicht op Wallonie-Bruxelles Enseignement,
Fr. DAERDEN

De Vice-Présidente en Minister van Kind, Gezondheid, Cultuur, Media en Vrouwenrechten,
B. LINARD

De Minister van Hoger Onderwijs, Onderwijs voor sociale promotie, Universitaire ziekenhuizen,
Hulpverlening aan de jeugd, Justitiehuisen, Jeugd, Sport en de Promotie van Brussel,
V. GLATIGNY

De Minister van Onderwijs,
C. DESIR

—
Nota

Zitting 2021-2022

Stukken van het Parlement. — Ontwerp van decreet, nr. 296-1. — Commissieamendement(en), nr. 296-2. — Commissieverslag, nr. 296-3. — Tekst aangenomen tijdens de commissie, nr.296-4. — Tekst aangenomen tijdens de plenaire vergadering, nr.296-5

Integraal verslag. — Bespreking en aanneming. — Vergadering van 27 oktober 2021.

MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

[C – 2021/43170]

26 OCTOBRE 2021. — Arrêté ministériel portant approbation du règlement d'ordre intérieur du jury de l'appel à projets relatif au financement de projets artistiques dans les Ecoles supérieures des Arts (FiPA-ESA)

La Ministre de l'Enseignement supérieur, de l'Enseignement de la Promotion sociale, des Hôpitaux universitaires, de l'Aide à la jeunesse, des Maisons de Justice, de la Jeunesse, des Sports et de la Promotion de Bruxelles,

Vu le décret du 20 décembre 2001 fixant les règles spécifiques à l'Enseignement supérieur artistique organisé en Ecoles supérieures des Arts (organisation, financement, encadrement, statut des personnels, droits et devoirs des étudiants), l'article 60 octies tel qu'inséré par le décret du 19 juillet 2021 portant diverses dispositions en matière d'Enseignement supérieur, d'Enseignement de Promotion sociale, de Recherche scientifique et d'Hôpitaux universitaires, l'article 4 ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 20 septembre 2019 portant règlement du fonctionnement du Gouvernement, l'article 4, § 1^{er} et 20 ;

Considérant que les membres du jury ont formulé une proposition de règlement d'ordre intérieur à la Ministre de l'Enseignement supérieur le 5 octobre 2021,

Arrête :

Article 1^{er}. Le règlement d'ordre intérieur du jury de l'appel à projets relatif au financement de projets artistiques dans les Ecoles supérieures des Arts (FiPA-ESA), annexé au présent arrêté, est approuvé.

Art. 2. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa signature.

Bruxelles, le 26 octobre 2021.

Pour le Gouvernement de la Communauté française :

V. GLATIGNY

Annexe à l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française portant approbation du règlement d'ordre intérieur du jury de l'appel à projets relatif au financement de projets artistiques dans les Ecoles supérieures des Arts (FiPA-ESA)

RÈGLEMENT D'ORDRE INTÉRIEUR du jury de l'appel à projets relatif au financement de projets artistiques dans les Ecoles supérieures des Arts (FiPA-ESA)

Article 1^{er}. Dans le présent règlement d'ordre intérieur, l'emploi des noms masculins pour les différents titres et fonctions est épicène en vue d'assurer la lisibilité du texte, nonobstant les dispositions du décret du 21 juin 1993 relatif à la féminisation des noms de métier.

Composition du jury

Art. 2. § 1.- Le jury est constitué en application de l'article 60 octies du décret du 20 décembre 2001 fixant les règles spécifiques à l'Enseignement supérieur artistique organisé en Ecoles supérieures des Arts (organisation, financement, encadrement, statut des personnels, droits et devoirs des étudiants), tel qu'inséré par l'article 4 du décret du 19 juillet 2021 portant diverses dispositions en matière d'Enseignement supérieur, d'Enseignement de Promotion sociale, de Recherche scientifique et d'Hôpitaux universitaires.

§ 2.- Lorsqu'un membre du jury est dans l'impossibilité de remplir sa mission, il est fait appel à son suppléant. Il en va de même lorsqu'un membre du jury a un lien direct avec le porteur ou le bénéficiaire du projet, ou le projet lui-même, par exemple par le biais d'une convention de partenariat ou d'un accord de collaboration. Il devra alors s'abstenir de participer aux évaluations.